FÉDÉRATION DES FINANCES

DÉCLARATION LIMINAIRE
AU CDAS du 8 octobre 2020

Monsieur le Président,

Dans une période de crise économique et sanitaire marquée, pour les agents des MEFR, par une baisse du pouvoir d'achat, le gel de la valeur du point d'indice, des réductions d'effectifs récurrentes et des mobilités forcées, FO Finances tient à réaffirmer la nécessité d'une réelle politique sociale ministérielle ambitieuse et de qualité, qui permettrait d'améliorer les conditions de vie de tous les agents, actifs et retraités.

Pour FO Finances, il est donc primordial de maintenir un budget d'action sociale à la hauteur des besoins des agents.
De la même manière, cette action sociale doit conserver un échelon DÉPARTEMENTAL, au plus proche des agents, avec les effectifs et moyens en nombre suffisants pour son animation. La régionalisation, qui semble se profiler, avec un regroupement au niveau des SAR (Structures d'Appui Régionales), est pour nous un véritable non sens !

FO Finances dénonce également l'inefficacité de la gouvernance de l'action sociale, dont une réforme est nécessaire.
Mais ce n'est pas le rajout d'une strate administrative, avec la création d'une association faîtière de type fédération d'associations comprenant les 7 entités ministérielles (AGRAF, ALPAF, EPAF, ATSCAF, Place des arts, la coopérative et le CFSMS) qui va en améliorer l'efficience !

Aussi, FO Finances rappelle son opposition totale, d'une part à la fusion, et d'autre part à l'intégration dans la réforme de l'action sociale des associations telles que l'ATSCAF.

S'agissant du réseau départemental de l'action sociale, il subit des attaques depuis plusieurs années. Entre suppression d'emplois de postes d'assistants de délégation, mise en place des services régionaux d'appui ou correspondants chorus, non renouvellement de postes de délégués etc. Cette politique dangereuse ne permet plus aux délégations de travailler dans de bonnes conditions.

Pourtant, lors de la crise sanitaire, l'ensemble des agents a apprécié le travail de communication et maintien du lien social effectué par la délégation et son service social, services qui se sont révélés indispensables.

Cela a bien été le cas dans le Var ! Et ce, malgré la situation des effectifs de la délégation varoise.
Car bien que **Solidaires, FO et CGT Finances Var** aient émis précédemment un vœu concernant la charge de travail monumentale de la déléguée, générant stress et anxiété au détriment de sa santé, le Secrétariat Général n'a apporté aucune aide afin que notre délégation puisse fonctionner dans des conditions acceptables.

En résumé, votre projet de réforme ne répond à aucune revendication de notre fédération, à savoir :

- maintien des 3 associations (AGRAF, EPAF et ALPAF) indépendantes et autonomes
- aucun plan social dans les associations
- amélioration des prestations
- maintien d'un réseau au plus près des agents
- création de poste d'assistant de délégation là où certaines en sont dépourvues
- maintien d'un lien hiérarchique des déléguées avec le SRH et non par les SRA
- maintien d'une offre vacances famille et enfants, riche et variée, à tarifs sociaux.

Les agents et FO Finances s'opposent donc à la remise en cause de notre action sociale ministérielle, obtenue et améliorée depuis plus de 30 ans !